

**Iran - Brexit - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec
"Radio Classique" - extraits**
(Paris, 04 janvier 2018)

Q - Nathalie Loiseau, est-ce qu'Emmanuel Macron, concernant la presse, c'est un peu l'anti-Hollande ?

R - Je crois en tout cas qu'il a tiré les leçons de ce qui s'est passé pendant 5 ans, où on a eu le sentiment que plus les politiques et plus les journalistes étaient au-delà de relations normales, professionnelles, dans la connivence et dans une forme d'intimité, plus les Français prenaient leurs distances pour le coup. Cela n'a rendu service ni aux politiques, ni à la presse. Nous faisons des métiers différents, le respect, l'importance que l'on accorde au monde de la presse, n'impliquent pas que l'on mélange les genres.

Q - Une loi sur les fake news, vous croyez qu'on peut vraiment arrêter les fausses rumeurs ? On n'a pas vraiment de levier pour contrôler Facebook ou Twitter ?

R - Ça auro la fois au niveau national français, et au niveau européen, il y a cette réflexion, sur, par exemple, la transparence des plateformes.

Q - Un dossier de plus pour vous.

R - Un dossier de plus pour moi, mais on a déjà commencé à en parler au niveau européen. Savoir d'où viennent les contenus, qui les sponsorise, qui est derrière le lancement de ce qui n'est pas une information, ce qui n'est pas justement votre métier de journaliste, ce qui est de la propagande, c'est indispensable dans ce moment où il y a surabondance de contenus, mais dont on ignore parfois qui les produit.

(...)

Q - Alors, avant de parler de l'Europe, vous êtes ministre chargée des affaires européennes, l'actualité à l'étranger c'est l'Iran. Le pouvoir a annoncé hier la fin de ce qu'il appelle la sédition, pour vous c'était une révolte. C'est une révolte économique ou une révolte politique ce qui se passe en Iran ?

R - Ce qu'on a entendu des slogans, ils sont très économiques. Cela vient de zones d'Iran où on n'était pas forcément habitué à manifester, et de catégories sociales qui n'étaient pas les plus

habituées non plus à sortir dans la rue. On avait vu en 79, c'était beaucoup la bourgeoisie moyenne, les marchands, on avait vu en 2009 beaucoup les étudiants sortir dans la rue. Cette fois-ci ce sont des gens qui disent "mais pourquoi, finalement, les sanctions ne sont pas véritablement levées ? Pourquoi est-ce qu'il n'y a pas davantage de créations d'emplois ? Pourquoi est-ce qu'il y a de la corruption ?" Alors, évidemment, dès qu'on parle de corruption on passe de l'économie au politique. Mais je crois qu'il faut être très prudent, on est loin d'avoir tout rassemblé comme informations sur : qui a lancé le mouvement ? Qui est derrière ? Est-ce que cela a pris ? Est-ce que cela va continuer ?

Ce que le président de la République a fait, notamment en appelant le président iranien, c'est appeler à la retenue, rappeler le droit de manifester, la nécessité de maintenir l'ordre en respectant les libertés. Il nous faut un petit peu de temps pour y voir clair sur ce qui se passe en Iran.

Q - Quand le président français se rendra-t-il à Téhéran ?

R - Comme vous le savez, Jean-Yves Le Drian devait se rendre demain en Iran...

Q - Cela a été annulé.

R - D'un commun accord la visite a été reportée, non pas annulée, il fallait évidemment le retour au calme pour que la visite se passe dans des bonnes conditions.

Q - Et pas de date pour Emmanuel Macron ?

R - Une fois que Jean-Yves Le Drian sera allé en Iran, ce sera pour préparer un déplacement du président de la République. Il faut parler à tous, y compris quand on a des divergences.

Q - Alors, Nathalie Loiseau, vous êtes ministre chargée des affaires européennes. Comme le dirait Edouard Philippe, vous avez du pain sur la planche, notamment avec le Brexit, on rentre dans la seconde phase. Si je vous dis que les Français ne comprennent rien au Brexit, vous êtes étonnée ou pas ?

R - Pas vraiment, parce que si on lit les déclarations d'un certain nombre d'hommes et de femmes politiques britanniques, on pourrait y perdre son latin ou son anglais. Il y a un effet retard sur le Brexit. Il y a eu ce référendum qui a...

Q - ...23 juin 2016.

R - ...qui a décidé de la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni, qui s'est fait dans des conditions étranges, on a très peu parlé de la réalité, les politiciens britanniques, en particulier ceux qui étaient favorables au Brexit, ont fait fantasmer les Britanniques sur un retour à une

grandeur passée ; c'est toujours très dangereux quand on regarde dans le rétroviseur plutôt que vers l'avenir.

Et puis, petit à petit, les Britanniques ont compris, ont admis d'ailleurs, que sortir de l'Union européenne c'était notamment régler les engagements financiers qu'on avait pris, c'était protéger les citoyens européens qui vont rester au Royaume-Uni. C'est trouver une solution compliquée pour l'Irlande, puisque la République d'Irlande sera la frontière terrestre avec le Royaume-Uni. Et puis c'est inventer une relation future, qui sera forcément différente et forcément dégradée, on ne peut pas dire autre chose, entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Q - Pardonnez-moi, mais quand Tony Blair, par exemple, l'ancien Premier ministre, dit "finalement l'Angleterre ne doit pas sortir du Brexit", finalement est-ce qu'il ne brouille pas les cartes, parce que les Anglais ont tranché, vous travaillez sur le dossier, vous travaillez sur la sortie, voilà, est-ce que finalement ce n'est pas contre-productif ?

R - Il a parfaitement le droit de dire ce qu'il pense évidemment. Aujourd'hui nous travaillons sur le scénario que le peuple britannique a souhaité. Nous ne souhaitons pas le Brexit, c'est une décision que nous regrettons, mais c'est une décision que nous respectons. Si demain un dirigeant politique britannique décidait de convoquer un nouveau référendum, ce serait autre chose. Hormis Tony Blair, je n'entends personne parler de cela aujourd'hui, et Tony Blair n'est plus aux affaires.

Q - Le calendrier dans les mois qui viennent, la prochaine étape clé pour le Brexit, c'est quoi ?

R - La prochaine étape clé cela va être au mois de mars, où les chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne, vont donner un nouveau mandat à leur négociateur, c'est-à-dire Michel Barnier - nous avons la chance d'avoir un formidable négociateur européen -, pour travailler sur l'accord futur avec le Royaume-Uni. Ce sera beaucoup plus compliqué que la première partie qui a déjà pris du temps, c'est décider comment nous organisons notre relation avec un partenaire proche...

Q - Compliqué, cela veut dire que cela va prendre encore plus de temps que prévu ?

R - Cela va prendre du temps. Alors, plus de temps que prévu, je n'en sais rien. Mais il faut réinventer une relation et c'est quelque chose que nous n'avons jamais fait. Et nous étions évidemment très imbriqués avec le Royaume-Uni, l'Union européenne, c'est un partenaire proche, sur le plan géographique, sur le plan économique, sur le plan stratégique. Et d'ailleurs, sur les questions de défense et de sécurité, nous allons en parler en franco-britannique, il y aura un sommet le 18 janvier au Royaume-Uni.

Q - Aujourd'hui il y a une crainte des pêcheurs français, notamment des pêcheurs de la Manche. 20% de la pêche française se fait dans les eaux britanniques, ils sont très très inquiets, vous allez évidemment, je pense, défendre de près le dossier. Est-ce qu'on peut se retrouver effectivement avec de nouveau des eaux territoriales anglaises qui empêchent les pêcheurs

français de travailler ?

R - La situation des pêcheurs français est une priorité pour nous dans la négociation de la deuxième phase du Brexit, nous l'avons parfaitement à l'esprit, nous l'avons exposée à Michel Barnier qui la connaît bien.

Dans l'autre sens, les produits de la mer, produits par les pêcheurs britanniques, ont comme principal marché le marché unique, les 27, l'Union européenne. Donc nous devons négocier les uns et les autres une solution qui soit acceptable et qui soit avantageuse pour les deux parties, chacun a des atouts dans son jeu.

Q - La frontière anglaise, qui se trouve à Calais, elle va être forcément déplacée, c'est aussi un point essentiel pour les Français.

R - Le président de la République se rendra à Calais dans quelques jours, à l'issue des concertations, qui ont été commencées par le Premier ministre, sur les questions migratoires. S'agissant de Calais, il y a un accord, qui est un accord bilatéral, entre la France et Royaume-Uni, ce n'est pas un accord entre l'Union européenne et les Britanniques, il y a cet accord bilatéral. Nous sommes préoccupés, en particulier, de la lenteur et de la difficulté à faire admettre au Royaume-Uni des migrants qui sont des mineurs isolés, et la présence de ces mineurs isolés qui, généralement, ont de la famille au Royaume-Uni, présence sur une longue durée qui pèse très lourdement sur les collectivités locales, en particulier à Calais et dans l'environnement des Hauts-de-France.

Q - Nathalie Loiseau, vous allez organiser les "conventions démocratiques" pour ausculter les opinions sur l'Europe, il nous reste quelques secondes, mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement, est-ce que ce n'est un peu gadget ?

R - Pas du tout. Cela veut dire que pendant trop longtemps on a fait l'Europe dans un entre-soi des élites, qui se retournaient une fois de temps en temps vers les peuples par des référendums, par définition binaires donc simplistes, avec les résultats qu'on a connus. Ce que nous voulons faire, au moment où il faut refonder l'Europe, c'est tendre l'oreille vers les populations européennes, et pas seulement françaises, savoir de quelle Europe elles ont envie, pour pouvoir la dessiner au service des peuples, avec les peuples.

Q - Enfin ils ont envie d'une Europe qui marche, d'une Europe où on parle d'une même voix sur les migrants, d'une même voix sur la sécurité, une même voix sur la défense...

R - Bien sur.

Q - Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

R - On a commencé. Sur la défense par exemple, pendant des décennies il ne s'est rien passé,

vous avez raison, c'est peut-être un effet positif du Brexit, on a avancé. Au mois de décembre on a lancé une coopération à 25 États pour qu'il y ait un embryon de mutualisation des efforts militaires communs, c'est un vrai progrès.

Q - Mais, est-ce qu'on peut avancer sur l'Europe aujourd'hui, alors que l'Allemagne n'a pas de gouvernement ? Et ce sera ma dernière question.

R - On travaille parfaitement bien avec l'Allemagne, de manière très étroite, depuis la campagne électorale, depuis les premières tentatives d'Angela Merkel pour former une première coalition, et puis maintenant on est dans une deuxième phase de cette recherche d'un nouveau gouvernement.

La coopération, elle est quotidienne, elle est étroite, elle a permis de commencer à travailler par exemple sur la taxation des grands acteurs du numérique, elle a permis d'avancer sur l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, donc oui, bien sur, et c'est essentiel, le moteur franco-allemand est en marche.

Q - Merci beaucoup Nathalie Loiseau, d'avoir répondu à mes questions, la ministre chargée des affaires européennes l'invitée de Radio Classique ce matin, très bonne journée à vous.

R - Merci./.